

« Giflés par la réalité » : en France aussi ?

Daniel Lindenberg

En 1959, le grand Vladimir « Rabi » constatait un « sensationnel glissement à droite » du monde juif¹. En 2006, à l'heure de l'alignement annoncé de nombreux dirigeants communautaires et autres porte-parole intellectuels sur Nicolas Sarkozy² ou François Bayrou, voire Villiers ou Le Pen, ce n'est plus d'un glissement qu'il faut parler mais d'un tremblement de terre. Est-ce pour autant une surprise ? Il y a belle lurette que chez certains intellectuels juifs en vue, ce n'est pas seulement la Révolution, mais aussi bien les Lumières, les idéaux d'Égalité ou de Justice qui sont considérés comme de vieilles lunes. Et l'adjectif « Progressiste » comme l'injure suprême. Cette étude voudrait donc se demander comment et pourquoi la tentation néo-conservatrice est peut-être en train de traverser l'Atlantique.

1 *Le monde juif entre la droite et la gauche*, in *Esprit*, novembre 1959

2 Si flagrant qu'il suscite des pétitions émanant de milieux minoritaires qui soutiennent pour leur part la gauche. Voir *Le Monde* du 4-5 mars 2007, à propos de la pétition lancée par Patrick Klugman, ancien Président de l'UEJEF.

Les Juifs émancipés – pour Rabi c'était un fait qui ne souffrait pas discussion – avaient longtemps éprouvé un véritable tropisme envers la Gauche. Il parlait même de « fascination » et l'attribuait, dans le cas de la France, à une méfiance instinctive envers le catholicisme dominant et la droite contre-révolutionnaire qui en était la face politique. Il rappelait le rôle des jeunes élites juives dans un mouvement comme le saint-simonisme, à la fois « messianique » dans un sens universaliste, et pionnier sur le plan économique. C'est là le noyau rationnel du mythe attaché à la figure du « juif révolutionnaire », aussi obsédante au XIX^e siècle que celle du juif capitaliste à la Rothschild. Ce sont deux images-choc popularisées par les réformateurs sociaux comme par les créateurs de fictions populaires, à commencer par Balzac et Zola, avant de devenir, à travers une théorie du complot, un des axes du discours antisémite. Hannah Arendt en tirera sa fameuse dialectique du « paria » et du « parvenu » censée exprimer les impasses de l'Emancipation. Mais il faut corriger ces schémas, très séduisants, et incontestablement éclairants par bien des aspects, mais trop unilatéraux. Au XIX^e siècle les élites juives sont imprégnées de

libéralisme, mais souvent socialement conservatrices. Le passage à la Révolution est le fait de fil(le)s rebelles. Qui s'assagissent souvent assez vite. Disraëli est plus typique que Lassalle. L'admiration pour l'Angleterre est un trait constant des élites juives de langue allemande et se retrouve dans toute une génération (de Freud, à Wittgenstein, Hofmannsthal, etc., ou à leurs pères). Ce qui est admiré par ces hommes est un pays attaché à la liberté, mais fort conservateur socialement. La figure du juif réactionnaire, et sa conscience malheureuse ou perverse qu'il porte en bandoulière sont bien connues, par ailleurs dans la littérature, française en particulier. On ne saurait les réduire à la catégorie simpliste et fourre-tout de « haine de soi ». Marcel Proust en a tiré quelques uns de ses plus inoubliables personnages. Le jeune Arnold Mandel aussi, sans doute de façon discrètement autobiographique. Maurice Sachs, et Bernard Frank... Et Patrick Modiano a également remarquablement exploité ce filon du personnage juif qui ne veut pas se laisser dicter ses choix sociaux ou politiques par le fait antisémite. Et qui, un peu snob en plus voudrait s'assimiler, tant qu'à faire, au gratin de la Société... En Allemagne avant 1933, en France

avant 1940, les vieux citoyens de « confession mosaïque » sont, en règle générale, patriotes et plutôt attachés à l'ordre établi. L'homme politique juif français exemplaire n'est pas seulement Léon Blum le socialiste, mais au moins autant Georges Mandel, homme de droite et disciple de Guizot. Ce sont les « immigrés » récents du Yiddishland qui portent (pas tous !) les idées révolutionnaires. Pendant la nuit du nazisme triomphant, le communisme apparaît comme la force de Résistance par excellence, mais l'idée de la renaissance juive, culturelle ou politique s'impose largement dans toute une jeune génération pour qui l'Emancipation apparaît rétrospectivement comme un immense leurre. Personne n'en voit sur le moment toutes les conséquences, mais elles se révéleront considérables à long terme.

La fin du franco-judaïsme

Après le génocide, la judaïcité française se reconstruit sur des bases pluralistes. Mais le franco-judaïsme, disqualifié aux yeux de beaucoup par la trahison de 1940 n'est plus qu'une survivance. Pour un Georges Wormser, qui défend avec fermeté ses convictions d'avant-guerre, combien vont soit choisir la voie de l'assimilation totale, du changement de nom, voire de la conversion, ou au contraire s'engager dans une des voies de la « renaissance juive » explorées pendant la Résistance par le mouvement des Eclaireurs Israélites. Certes il n'y a pas incompatibilité perceptible au départ entre cette volonté de renouveau et l'engagement républicain universaliste de naguère. Au sein même de l'Ecole d'Orsay, on est, après la Libération plutôt « de gauche » et diasporiste, comme on dirait aujourd'hui. Un Gérard Israël en porte aujourd'hui encore témoignage. Mais Orsay (ou Lévinas et Neher, tous deux assez proches dans leur jeunesse des idéaux dreyfusards et républicains du franco-judaïsme) se tournent vers la Kabbale, vers Rosenzweig, rejettent Spinoza et la *Haskala*. Cela, alors que

les perspectives d'avenir ne sont pas évidentes pour une communauté décimée et vieillissante. N'oublions pas qu'en 1956, l'infatigable Isaac Pougatch peut publier une brochure au ton alarmiste : *Se ressaisir ou disparaître...* Mais cette année-là se produisent deux événements qui vont modifier la donne : la grande crise du communisme (XX^e Congrès du PCUS et écrasement de la révolution hongroise par les chars soviétiques), qui va sonner le début de la rupture entre la « rue juive » et le PCF ; la guerre du Sinaï, qui va inaugurer le recentrage identitaire autour de l'Etat juif. Le déclin du communisme en milieu juif ne profitera pas vraiment à une gauche réformiste ou à un libéralisme tempéré, malgré les apparences. L'itinéraire d'une Annie Kriegel est tout à fait révélateur à ce sujet. La grande historienne sera très vite une adversaire résolue et mordante des gauches, tant israéliennes que française.

La vraie rupture n'intervient cependant qu'avec l'arrivée massive des Juifs du Maghreb, et surtout de ceux d'Algérie (1962). Les effets commencent à se faire sentir à partir du cyclone de 1967. Il est vrai que ce dernier, lié à un danger perçu comme mortel pour l'existence d'Israël, entraîne jusqu'à Raymond Aron ! Mais chez ce dernier la judéité retrouvée n'implique qu'une prise de distance avec De Gaulle, pas avec la France. Tel n'est pas le cas de nombreux juifs français, chez qui l'événement rouvre les vieilles blessures (le Statut des Juifs et la complicité de la police de Vichy avec les organisateurs de la Solution Finale pour les « métropolitains », surtout ashkénazes, l'abrogation du décret Crémieux et « l'abandon » de l'Algérie pour les juifs de ce dernier pays). Il faudra attendre une autre crise, celle de 1980, pour voir donner à ce malaise dans la citoyenneté française des expressions théorisées. On se souvient en effet, que dans l'ambiance délétère du giscardisme finissant, les Juifs de France vivent un véritable psychodrame, croyant revivre les heures les plus noires de l'antisémitisme

d'extrême droite, façon années Trente ou Vichy. Le sommet est atteint au moment de l'attentat de Copernic (octobre 1980) ; en fait perpétré par le groupe palestinien Abou Nidal, ce crime est attribué à des néo-nazis imaginaires, et provoque de gigantesques manifestations, ainsi que la naissance de groupes néo-identitaires divers (Renouveau juif, Association des Juifs de gauche, « Casher ou pas... ») et de revues (*Combat pour la Diaspora, Traces*). Comme le titrait dès 1979 *Le Quotidien de Paris*, « Le Juif nouveau est arrivé ». Ce juif nouveau est apparemment encore largement ancré dans un imaginaire de gauche, antifasciste et souvent lié à des groupes néo-bundistes ou sionistes de gauche. La dimension « religieuse », sans être absente, reste discrète. La question culturelle, souvent centrée autour de la sauvegarde des judéo-langues (yiddish, judéo-espagnol, etc.), est bien dans l'air du temps en France : revenir à ses « racines ». Mais la parution de deux livres qui feront époque, en 1981, vont montrer l'extrême fragilité de cet ancrage dans la culture de gauche, fût-elle post-« soixante-huitarde ». Car aussi bien *L'idéologie française*, de Bernard Henri Lévy, que *La République et les Juifs* de Shmuel Trigano instruisent le procès d'une France qui serait le berceau du fascisme (Lévy) que le tombeau de l'identité juive (Trigano). Tous deux distillent l'idée selon laquelle l'idéologie de l'Emancipation est au mieux illusoire, au pire antisémite dans sa réalité. La conclusion implicite, déjà largement présente dans le tintamarre médiatique de la « nouvelle philosophie (Lévy, Glucksmann) dès la fin des années 1970, c'est que les Juifs n'ont plus grand-chose à faire avec la gauche, ni même dans une certaine mesure avec la France, qui ont fait le lit de tous les totalitarismes. La France et la gauche n'ont-elles pas inventé l'antisémitisme ? La question affleure de toutes parts, d'autant plus qu'on découvre alors Hannah Arendt et que paraissent les travaux de Zeev Sternhell sur les origines françaises du fascisme. Répondant à

l'attente de tout un public, ces analyses, dont d'innombrables versions moins talentueuses vont circuler au fil des ans, préparent les fractures visibles d'aujourd'hui. A ceci près évidemment que le thème de la France fasciste, du Vichy éternel (qui connaît un dernier rebond avec l'affaire de Carpentras en 1989, occasion d'un nouveau psychodrame collectif) et les passions antichrétiennes vont peu à peu s'évanouir au profit d'une nouvelle obsession.

Désormais la France et la gauche sont disqualifiées avant tout comme complices, au moins « objectivement » d'un Islamo-terrorisme dont le bras armé dans l'hexagone est une communauté d'origine maghrébine (et à l'occasion afro-antillaise) fautrice d'une « nouvelle judéophobie ». La remise au goût du jour de ce vocable (déjà connu sous la plume de Léon Poliakov) marque surtout une volonté de minorer le vieil antisémitisme européen. Dans certains cas on en arrive même à jeter un regard plus « équilibré » sur la droite littéraire française ou Vichy, parce qu'il ne faut pas se tromper d'ennemi¹. La mise en forme de ce changement de pied est due on le sait au talent dialectique inépuisable d'un Pierre-André Taguieff. Nous savons désormais grâce à lui que l'antiracisme et la croyance au progrès sont les nouveaux opiums du peuple, version troisième millénaire. Mais d'interminables litanies délatrices pastichant Spengler ne sauraient tenir lieu de doctrine pour des intellectuels tant soit peu exigeants. Pour cela il fallait que de la rue d'Ulm (dont est déjà issu BHL) sortent les nouveaux rouleaux de la Loi.

¹ Cette mise entre parenthèses de l'antisémitisme français et de Vichy ne fait pas l'unanimité. On l'a vu il y a quelques années à propos de l'affaire Renaud Camus. Il suffit de penser à Serge Klarsfeld, et aussi bien à Claude Lanzmann et aux *Temps modernes* qu'il anime. Lanzmann reste un cas particulier, globalement fidèle à la gauche et à la tradition sartrienne tout en adoptant, dès qu'Israël est concerné, des positions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne favorisent pas le débat serein.

De Mao à Leo Strauss

Les anciens disciples d'Althusser, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, qui sont passés par le « maoïsme » ou le castrisme, ne sont pas généralement vraiment convertis à la démocratie. Ils sont souvent passés par une phase « républicaine » avant de se rallier aux phares de la révolution conservatrice en cours dans les pays occidentaux. Ils le font au nom de ce que Catherine Larrère appelle leur « politique pastorale ». Cette dernière, issue de Platon, est en effet leur plus petit commun dénominateur, puisque certains d'entre eux, comme Alain Badiou ou Régis Debray, restés fidèles – sans trop d'illusions – au vieil idéal révolutionnaire, le justifient au nom des mêmes principes philosophiques que leurs anciens compagnons devenus néo-conservateurs. Il s'agit toujours de préférer le « gouvernement des Sages » à celui de la multitude. La Vérité n'est accessible que par un enseignement « ésotérique » auquel peu ont accès, par définition. Il est clair que cet enseignement peut être aussi bien celui d'un marxisme sophistiqué, que d'un lacanisme délesté de tout rapport avec la clinique... ou que d'une Kabbale réinterprétée par des illuminés lecteurs de Lévinas. Et que c'est toujours à travers un filtre sectaire que passe cette transmission.

Après la dissolution de la Gauche Prolétarienne (1974), certains militants sont en effet restés personnellement fidèles au chef charismatique, Benny Lévy. Juifs ou non-juifs, ils ont manifesté cette allégeance sans faille en prenant avec lui tous les tournants successifs du Maître : ils furent d'abord sartriens, puis lévinassiens (début des années 80), puis acquis à ce que Benny Lévi a appelé la « pensée du retour » (années 90), autour de laquelle ce dernier a créé l'Institut Lévinas (non reconnu par la famille et la plupart des disciples du grand philosophe). S'il avait pu sembler un moment que Benny Lévy était devenu un démocrate, « antitotalitaire », un converti aux droits de l'homme, comme son camarade André

Glucksmann et quelques autres venus comme eux de la folle aventure des « maos », la suite a prouvé que ce n'était là qu'une parenthèse.

A l'automne 2003, peu avant la brusque disparition de Benny Lévi paraissent deux livres, naturellement aux Editions Verdier, l'un de Benny Lévy lui-même (*Etre juif*), l'autre de Jean-Claude Milner (*Les penchants criminels de l'Europe démocratique*), qui constituent un coup de tonnerre dans les deux microcosmes du néo-judaïsme et du post-gauchisme. Il s'agit en effet de deux pamphlets d'une rare violence, qui font immédiatement penser aux *Cahiers de la Gauche prolétarienne* des années 68 à 72. Il y a aussi des surprises. Lévinas est plus qu'à moitié désavoué pour « occidentalisme » par celui qui se présente comme son légitime héritier spirituel et anime un Institut et une revue à son enseigne ; un disciple de Condorcet attaque les Lumières, accusées de porter en elles le judéocide comme la nuée porte l'orage...

USA 1953, France 2001 : l'histoire se répète-t-elle?

Toute cette rhétorique fait irrésistiblement penser, le talent polémique en moins, à la façon dont Irving Kristol, qui est un des chefs de cette école, a défini le « néo-conservateur » : un homme de gauche « giflé par la réalité ». Extraordinaire aventure en effet que celle de ce « new conservatism » américain telle que nous la rapportent ses historiens français (Jean-François Kessler, Sébastien Fath, Daniel Vernet et Alain Frachon) ou américains. La rencontre de vieux contre-révolutionnaires avec la tradition politique américaine des *Founding Fathers*, c'est-à-dire avec un héritage... révolutionnaire est à la base de ce nouveau cocktail idéologique. Il aura fallu pour cela prouver que ces Pères Fondateurs ne sont pas ce qu'on croyait, mais qu'ils sont, en fait, les héritiers de la théologie politique médiévale de l'Occident. Qu'il n'y a entre cette théologie et le libéralisme à

l'anglaise, et entre ce dernier et les institutions américaines, aucune solution de continuité. « Saint Thomas fut le premier whig ». Un des creusets de cette synthèse inattendue est l'Université de Chicago², bastion des catholiques traditionalistes et des universitaires conservateurs, et lieu de pèlerinage pour les nouveaux conservateurs de la planète. Puis viendront les anciens « gauchistes » de New-York, juifs ou irlandais. Reprendre le pouvoir aux élites « radical-chic » (« quand la *New York Review of Books* dit quelque chose, il faut penser le contraire ») est leur unique pensée, comme le fut jadis la Révolution prolétarienne.

En France cependant, même en tenant compte de petits groupes d'intellectuels directement « branchés » sur la droite religieuse ou « straussienne » américaine (« Cercle de l'Oratoire », une partie de l'équipe qui publie la revue *Le meilleur des mondes*), il n'y a pas d'équivalent véritable au néo-conservatisme américain. La raison principale est à chercher du côté du rapport à l'identité nationale et dans le patriottisme américain inconditionnel d'un Irving Kristol ou d'un Norman Podhoretz (un livre autobiographique de ce dernier ne s'intitule-t-il pas *My love affair with America?*). Au contraire leurs imitateurs français ont un problème, nous l'avons vu, avec la France et l'Europe, jugées faibles et décadentes, non purgées au surplus de leurs « penchants criminels » à l'antisémitisme. Il n'existe pas non plus un travail théorique de grande ampleur comparable à celui effectué dans les « think tanks » « neo-cons » d'Outre-Atlantique, du moins jusqu'à présent, et malgré l'existence d'une revue de haute tenue comme *Controverses* (dirigée par S. Trigano) qui articule dénonciation des élites israéliennes « dénationalisées » (lisez : *ashkénazes* et *tel-aviviennes...*) et défense de l'Occident, dont un Israël pratiquant

quant sans faiblesse le combat contre l'ennemi arabo-musulman serait la pointe avancée, dans le cadre d'un schéma résolument « huntingtonien » de guerre des cultures. Malgré la similitude des titres, la revue française *Commentaire*, fondée en 1978 pour soutenir Barre et Giscard contre le Programme Commun, n'est pas le *Commentary* américain, revue spécifiquement juive, avec un passé de gauche. En France le fantasme rémanent du Pouvoir Spirituel est un sérieux obstacle à la constitution d'une organisation qui prenne sérieusement en main la question du Pouvoir tout court, comme l'ont fait les néo-cons américains. On préfère la position de « conseiller du Prince » occulte, à titre individuel, dans l'éternelle guerre de tous contre tous qui caractérise l'intelligentsia française. Ce Prince peut être « communautaire » (le CRIF et son Président, telle ou telle personnalité de la droite israélienne) ou « national » (comme on le voit à l'occasion de la présente campagne présidentielle), peu importe, pourvu qu'une certaine vision du monde triomphe.

Les fondements de cette *Weltanschauung* peuvent ainsi se décliner : le monde libre occidental, judéo-chrétien est en état de guerre contre l'Islam radical et ses alliés (ou « idiots utiles ») « progressistes ». Refusant de voir ce fait en face, recherchant l'apaisement, les élites cosmopolites, y compris en Israël, font le jeu de l'Ennemi interne et extérieur. Voir la demande qu'on trouve parfois exprimée en toutes lettres de voir les « traîtres d'Oslo » jugés un jour, ou encore les analyses de *Controverses* sur les causes de l'échec de Tsahal lors de la guerre de l'été 2006 contre le Hezbollah. Une autre différence tient à l'aspect obscurantiste que l'on trouve dans la nouvelle droite juive en France, qui l'oppose à l'accent rationaliste que l'on trouve chez les néo-conservateurs américains (voir le livre récent de Gertrud Himmelfarb sur les Lumières anglo-américaines, supposées conservatrices, à la différence des françaises, subversives).

2 Lire pour comprendre cette aventure intellectuelle, le roman savoureux de Saül Bellow, *Ravelstein*. Ravelstein est en fait Allan Bloom, disciple de Leo Strauss, et trait d'union entre les néo-conservateurs américains et européens.

Pensées du retour et nouvel obscurantisme

Les partisans juifs d'un repli sur les formes les plus sclérosées du rabbinisme³ font grand cas, nous l'avons déjà signalé, de ce qu'ils appellent, non sans emphase la « pensée du retour ». Que faut-il exactement entendre par là ? Leo Strauss, qui dans son fameux discours *Qu'est-ce que la philosophie politique ?* avait déjà mis l'accent sur un mouvement continu de la contre-modernité qui se traduisait selon lui, de Rousseau au romantisme, par une vague de « retours » auxquels il opposait pour sa part les « bonnes » Lumières, à savoir les Lumières juives et arabes du XII^e siècle (El-Farabi, Ibn Bajja Averroës, Maïmonide, etc.). Le « retour à Freud » (Lacan) suivi du « retour à Marx (Althusser), pourrait aussi être évoqué, ou même les « retours à Kant » dans lesquels s'illustrent tant de grands penseurs juifs du XIX^e et du XX^e siècle. Or cette pensée du retour, qui fut très riche en Allemagne, quoi qu'on puisse en penser sur le fond, tourne court sur les rives de la Seine ou à Jérusalem. Il s'agit de promouvoir « l'étude pharisienne » (Milner) sans jamais dire en quoi elle consiste, quelles sont ses procédures et ses règles, tout en poursuivant un travail de démolition des bases de la pensée occidentale libérale ou démocratique (Hobbes, Spinoza, Rousseau) au motif qu'elle n'aurait comme unique pensée l'extermination (spirituelle à tout le moins) du judaïsme.

De Maurras au judaïsme d'affirmation

L'histoire des rapports entre Charles Maurras, prophète de l'antisémitisme d'Etat » et grand pourfendeur du judaïsme (et de l'Evangile !) comme racine de la décadence / subversion égalitaire et démocratique réserve des surprises. Sans remonter jusqu'à Marcel

³ Voir à ce propos le remarque article de Jacob Rogojski : « Retour au ghetto », *Esprit*, octobre 2004

Proust, ou à l'amitié paradoxale entre son jeune disciple Maurice Blanchot (dans les années 20) et Emmanuel Lévinas, on peut penser à l'admiration de Georges Steiner pour Pierre Boutang, le plus talentueux disciple du fondateur de l'« Action Française ». non sans retentissement sur ses propres œuvres, et aux disciples juifs de Boutang, professeur de philosophie à la Sorbonne. Aujourd'hui, à travers peut-être Lacan (marqué par Maurras dans sa jeunesse), mais plus sûrement à travers Carl Schmitt, quelque chose de Maurras a passé indiscutablement chez nos antiprogressistes juifs d'aujourd'hui. Nous avons déjà évoqué la prégnance du « politique d'abord », dans la philosophie de la Raison d'Etat chère à Trigano. On peut aussi remarquer que, chez Milner, avant son ralliement public au « judaïsme d'affirmation », le progressisme, terme très péjoratif chez lui renvoyait à l'idée d'une *transaction* avec la Révolution, idée impossible, puisque la Révolution est une figure de la *politique absolue*. Ladite politique peut être révolutionnaire, ou contre-révolutionnaire (Milner ne cache pas son admiration pour le *Syllabus*, charte du catholicisme intégriste depuis 1864), peu importe, pourvu qu'elle échappe à la délibération. On est ici au plus près de Carl Schmitt et de sa polémique ravageuse contre le libéralisme, pour qui la vraie politique ne connaît pas le compromis, mais ne connaît que « l'Ami » ou « l'Ennemi ». Aussi ne s'étonnera point que, de même que l'auteur du *Concept du politique* ne cachait pas son admiration pour le bolchevisme, Jean-Claude Milner trouve immédiatement, pour illustrer ce qu'il entend par « politique absolue » l'exemple du *catholicisme intransigeant*. Le *Syllabus* offre en effet le modèle d'une volonté qui ne se laisse pas plier à l'air du temps, au « marais » de la délibération et aux compromis avec le Monde. Il apparaît que Milner pense le judaïsme aujourd'hui comme il concevait (conçoit encore ?) la Révolution, et le progres-

sisme comme il fustige maintenant les « Juifs de négation », embarrassés du « nom juif », mais voulant simultanément en tirer des profits mondains.

Tout cela repose sur une conception solipsiste, et finalement tribale, de l'identité juive, qui rappelle étrangement « la France seule » de Maurras, et coïncide avec une conception « communautariste » de l'identité française qui anime aujourd'hui jusqu'à certains programmes présidentiels. A ce propos le philosophe François Wahl, qui connaît bien Milner pour avoir été son éditeur depuis trente ans a écrit récemment ces lignes lumineuses : « Mais tout le raisonnement de Milner est implicitement fondé sur la mise en exception des Juifs comme s'ils n'appartenaient pas à l'universel du *socius* qui vit parmi les autres au même titre que les autres, et devraient conclure de ce qu'a été leur histoire qu'ils ne lui appartiendraient jamais. Ce pessimisme historique est la garantie du pire à venir. » (« Ce qu'il y a de ruineux dans *Le Juif de savoir* », *Le Monde des livres*, 19-1-07) On ne saurait mieux dire que se développe sous nos yeux – et de façon rigoureuse sous la plume de Milner – un équivalent « juif » de la doctrine de Charles Maurras. Ce dernier, au nom de son « nationalisme intégral », préconisait ce que ses successeurs d'aujourd'hui appellent la « préférence nationale » et une action de la France déconnectée de toute référence à l'humanité-une, à des valeurs universelles ; c'est ce que le leader de l'« Action Française »

résumait par les fameux mots d'ordre « politique d'abord » et « La France seule ». Si l'on remplace « France » par « Israël », on aura exactement ce que vise François Wahl dans sa critique de Milner, laquelle pourrait viser aussi un Shmuel Trigano et quelques autres.

Le cas de Milner est d'ailleurs d'autant plus intéressant que l'auteur de *De l'école* s'était fait connaître du grand public dans les années 80 comme théoricien d'un républicanisme français intransigeant. Presque comme un lointain héritier du « franco-judaïsme », en poussant un peu ! Un double mouvement se produit donc sous nos yeux. Pour élargir le front intellectuel de défense d'Israël, des intellectuels juifs adoptent la théorie du « choc des civilisations », et donc la vision d'un Occident judéo-chrétien assiégié par la barbarie islamique (ou « islamo-progressiste »). Pendant ce temps des intellectuels non-juifs, ou des juifs ci-devant « de négation », en sont venus à considérer Israël comme le concentré de toutes les vertus que l'Europe « décadente » a perdues, tout en étant en même temps, géopolitiquement parlant, la pointe avancée de la résistance au nouveau totalitarisme. Bref une nouvelle Sparte, qui n'a le tort que d'exister dans l'imagination de ses thuriféraires. On est en droit de regretter l'époque où l'Etat juif était admiré pour le modèle qu'il offrait en matière de justice et d'expérimentation sociale. Gardez-moi de mes amis....